



25ème session du Conseil des droits de l'homme

Point 3 de l'ordre du jour

Dialogue interactif avec la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants et la Représentante spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés

Genève, le 13 mars 2014

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

La Suisse remercie la Représentante spéciale pour son rapport annuel consacré à la prévention de la violence contre les enfants au sein des systèmes judiciaires. En 2015, la Suisse aura l'honneur d'accueillir à Genève le prochain Congrès mondial sur la justice juvénile.

Le rapport de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence à l'égard des enfants montre bien qu'il existe des solutions pour mieux respecter les droits des enfants dans le système judiciaire, notamment la justice réparatrice. Le défi se trouve une fois de plus dans la mise en œuvre de cette politique novatrice.

Deux questions :

Mme Santos Pais, un de vos prochains buts est d'intégrer vos recommandations dans les politiques nationales. Quelles sont vos idées pour réaliser cet objectif et comment le Congrès mondial sur la justice juvénile pourrait-il vous soutenir dans ce sens ?

Comment allez-vous promouvoir la participation des enfants et des jeunes à ce processus de mise en œuvre nationale ?

Monsieur le Président,

Ma délégation tient également à remercier Mme Leila Zerrougui pour son rapport annuel et à l'assurer du soutien continu et déterminé de la Suisse dans l'exercice de son mandat en vue d'améliorer la protection des enfants dans les conflits armés.

La Suisse se félicite du lancement de l'initiative globale pour mettre fin à l'enrôlement et à l'utilisation d'enfants par des groupes armés d'ici 2016. Par ailleurs, mon pays encourage la Représentante spéciale à continuer, là où c'est possible, de mener des dialogues réguliers avec des acteurs non étatiques recrutant ou utilisant des enfants, ou commettant des violations graves du droit international à leur encontre.

La Suisse juge particulièrement graves les allégations de violences sexuelles à l'égard d'enfants dans des conflits armés. La réinsertion efficace d'anciennes filles esclaves sexuelles ou « femmes » des membres des forces et groupes armés est particulièrement délicate et difficile, parce que celles-ci se voient dérobées de leur dignité et disqualifiées en tant que « femmes infidèles » par la société. La stigmatisation de ces victimes entraîne leur discrimination : elles ne jouissent pas de la même intégration sociale et ne bénéficient pas des mêmes droits.

Mme Zerrougui, la Suisse vous encourage à continuer de plaider pour que les droits des enfants victimes de violences sexuelles soient garantis. Comment pensez-vous affronter la réintégration d'anciennes filles esclaves sexuelles dans leurs sociétés respectives, sachant que ces dernières les rejettent et les déconsidèrent ?

Merci, Monsieur le Président.